



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Environnement - Fixation de taux de redevances d'occupation du domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole par les ouvrages de réseaux privés de fluide caloporteur - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences d'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie ainsi que la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains. Il a également été transféré à la Métropole la compétence de création, aménagement et entretien de la voirie. A ce titre, il incombe à la Métropole de fixer le montant et le mode de calcul de la redevance d'occupation du domaine public pour les équipements qui occupent l'espace public.

Les réseaux distribuant la chaleur ou le froid produits de manière centralisée, desservent plusieurs usagers et sont publics ou privés, selon la nature de la maîtrise d'ouvrage.

Sur le territoire de la Métropole, il existe un réseau de chaleur et de froid public, concédé à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une délégation de service public. Le contrat de délégation de service public du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) expose, dans son article 54, que le concessionnaire est tenu de verser à la collectivité une redevance pour occupation de son domaine public. La redevance correspondante est assise sur le produit des ventes de chaleur et de froid, représentatif de cette occupation.

Il existe par ailleurs plusieurs réseaux privés de distribution de chaleur ou d'eau tempérée pour lesquels il y a lieu de fixer une redevance d'occupation du domaine public.

Par délibération n°15117 du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé la fixation des taux de redevance d'occupation du domaine public pour les réseaux d'eau tempérée privés dont la température est comprise entre 0 et 40 °C. Cette redevance a été fixée à 4,00 € HT du mètre linéaire de réseau posé avec la précision d'une formule d'actualisation annuelle.

La présente délibération se propose de faire évoluer la redevance d'occupation du domaine public de l'ensemble des réseaux privés de distribution de fluide caloporteur, quelle que soit la température, en instaurant une modulation afin de valoriser les réseaux ayant recours à des énergies renouvelables.

La redevance d'occupation du domaine public due par un gestionnaire de réseau privé de fluide caloporteur est fixée de la façon suivante :

Part Fixe de 50 € + Part variable €/mètre linéaire de canalisation-aller posée.

La part variable sera calculée de la façon suivante :

- Réseau de distribution de fluide caloporteur doté d'une production basée sur une énergie renouvelable ou de récupération à plus de 50% (permettant de bénéficier d'un taux réduit de TVA à 5,5) : 3 € HT/mètre linéaire ;
- Réseau de distribution de fluide caloporteur non doté d'une production basée sur une énergie renouvelable ou de récupération à plus de 50% : 5 € HT/mètre linéaire.

Le linéaire de réseau pris en compte concerne les canalisations véhiculant un fluide caloporteur, franco des linéaires de branchements desservant les abonnés.

L'exploitant du réseau de fluide caloporteur déclarera annuellement la longueur du réseau présente sous le domaine public ainsi que le taux d'énergie renouvelable ou de récupération en date du 31 décembre de l'année N-1.

Le paiement de la redevance sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation par la Métropole, au moins trente jours avant, du titre de mise en recette correspondant à l'année en cours. Pour la première année de création d'un réseau, la redevance sera calculée au *pro rata temporis* à compter de la date de mise en service du réseau et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. La redevance est soumise à la taxe sur la valeur ajoutée.

Afin d'actualiser annuellement le taux de la redevance, il sera utilisé l'index Travaux Publics – TP10d – Réseaux de chauffage et de froid avec fourniture de tuyaux produit par l'INSEE. Ils sont publiés au Journal Officiel. Ainsi, la variation s'appréciera au 1er janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui paru au Journal Officiel le 17 avril 2021 correspondant au mois de janvier 2021, valeur 106,4 et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au mois de janvier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la fixation des taux de redevance d'occupation du domaine public tel que défini ci-dessus ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-159773-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.